



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°17 2024

Faits saillants

- ❖ **Bangladesh** : Effritement du Taka en-deçà du cours de 117 BDT fixé dans le cadre du nouveau régime de change ;
- ❖ **Bhoutan** : Projections économiques de la Banque asiatique de développement (BAsD) ;
- ❖ **Inde** : net recul des entrées nettes d'IDE ;
- ❖ **Népal** : Légère diminution du commerce extérieur sur les dix premiers mois de l'exercice en cours ;
- ❖ **Pakistan** : L'investissement total (interne et externe) a atteint en 2023/2024 son niveau le plus bas depuis 1972-73 ;
- ❖ **Sri Lanka** : Légère hausse de l'inflation au mois d'avril ;

LE CHIFFRE A RETENIR

25 Mds USD

Le montant des dividendes de la RBI versés
au gouvernement pour l'exercice 2023-24,
soit l'équivalent de 0,37% du PIB

Bangladesh

Le revenu par habitant devrait légèrement augmenter de 35 dollars pour atteindre 2 784 USD au cours de l'année fiscale 2024

Le 20 mai, le Bureau des statistiques du Bangladesh (BBS) a publié ses estimations provisoires du revenu moyen par habitant qui atteint 2 784 USD pour l'année fiscale 2024. Malgré l'appréciation du dollar, ce chiffre représente une légère hausse de 35 USD en glissement annuel, soit une diminution de 44 dollars par rapport à l'année fiscale 2021/2022. Il est à noter que dans le cadre de la sortie du Bangladesh de la liste des PMA et de son objectif de devenir un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS), la Première ministre Sheikh Hasina s'est engagée à porter le revenu par habitant à 12 000 USD d'ici 2041. De plus, pour la première fois, le revenu annuel moyen par personne a dépassé les 300 000 BDT.

Les prêts non remboursés des banques publiques ont augmenté de 73,2% entre 2022 et 2024

Le 7 mai, la Banque centrale a publié un rapport révélant que les défauts de paiement dans le secteur public avaient augmenté de 73,2% entre 2022 et 2024. Par exemple, la Janata Bank a enregistré une augmentation de 131% de prêts non remboursés, tandis qu'Agrani Bank constatait une hausse de 121% sur la même période. Conformément aux conditions du FMI, la Banque centrale a publié une feuille de route pour réduire les prêts non performants (PNP) de 10% en deux ans et demi. Dans ce contexte, les six principales banques publiques ne sont pas parvenues à atteindre les objectifs de recouvrement des prêts qui leur avaient été fixés. Leur taux de recouvrement est de seulement 4,67% par rapport à ces objectifs. La gestion faiblement efficace des critères d'octroi de prêts dans les banques commerciales publiques du Bangladesh fragilise la stabilité financière et bride l'activité économique, en entravant l'octroi de nouveaux prêts et la création d'emplois.

Les investissements bangladais ont stagné à 31% du PIB sur l'exercice fiscal 2024

Selon les estimations préliminaires du Bureau des statistiques du Bangladesh (BBS), les investissements du pays ont stagné, représentant 31 % du PIB en 2024 contre 30,95% l'année précédente. Les investissements privés sont revenus de 24,18% à 23,51% du PIB alors que les investissements publics sont passés de 6,77% à 7,47% du PIB en glissement annuel. Dans le même temps, l'épargne nationale a augmenté de 29,95% à 31,86% du PIB en glissement annuel, notamment en raison de la hausse progressive des taux directeurs et la fin du plafond imposé par la Banque centrale sur les taux d'intérêt bancaires durant l'année fiscale en cours.

Les principales raisons évoquées pour expliquer le recul de l'investissement privé sont le ralentissement économique mondial induit par les incertitudes liées à la guerre en Ukraine, les tensions sino-américaines et la crise en mer Rouge, ainsi que la crise énergétique qui frappe actuellement le pays. L'inflation persistante, de 9,74% en avril 2024, et les difficultés du secteur bancaire sont également des facteurs limitant l'investissement. Pour stimuler le secteur privé, le gouvernement compte principalement sur des réformes dans le secteur logistique qui viseraient à réduire le temps et le coût liés aux investissements.

Signature d'un soutien budgétaire de l'AFD pour le Bangladesh à hauteur de 300 M EUR pour soutenir la lutte contre le réchauffement climatique

Le 20 mai, l'AFD et le gouvernement bangladaishi ont signé un accord qui prévoit un soutien budgétaire de 300 M EUR au Bangladesh dans le cadre de la lutte contre le réchauffement climatique. Ce programme triennal de 2023 à 2026 vise à : (i) renforcer la planification, la budgétisation et le suivi des politiques climatiques du Bangladesh au niveau national et local, et (ii) favoriser la résilience et la prospérité climatique et environnementale du pays dans des secteurs clés, tels que l'eau et l'énergie. Ce prêt concessionnel comprend également des subventions à hauteur de 5 M EUR afin de financer les initiatives environnementales et la coopération technique. Le premier décaissement de 100 M EUR devrait avoir lieu en juin 2024.

Effritement du Taka en-deçà du cours de 117 BDT fixé dans le cadre du nouveau régime de change

Le 8 mai dernier, la Banque centrale a procédé à une dévaluation du taka de 7 %, assortie d'un taux de 50 points de base du taux des pensions, porté à 8,5 %, parallèlement à la mise en place d'un nouveau régime de change, dit de parité à crémaillère (*crawling peg*), sur la base duquel le nouveau cours de change a été fixé à 117 BDT pour un dollar. Toutefois, les banques procéderaient à l'ouverture de lettres de crédit sur la base d'un cours de 120 BDT pour un dollar, dans un contexte de pénurie relative de devises fortes. En effet, comme l'a indiqué le représentant de PHP Group, l'équilibre du marché ne se trouverait que sur la base d'un cours de change du dollar autour de 119-120 BDT par USD. Par ailleurs, la position de change créditrice des banques s'est nettement effritée de 7% en avril par rapport au mois précédent, revenant à 5,43 Mds USD, ce qui explique également l'intérêt qu'elles ont à coter le dollar au-dessus du taux de référence fixé par la Banque centrale.

Pour rappel, les réserves de change détenues par la Banque centrale ont reculé de 24 Mds USD par rapport au montant qu'elles atteignaient en août 2021, obligeant le Bangladesh à recourir fin 2022 à un programme d'ampleur mené sous l'égide du FMI.

Bhoutan

Projections économiques de la Banque asiatique de développement (BAsD)

Selon la Banque Asiatique de développement (BAsD), l'économie du Bhoutan devrait connaître une croissance significative de 7,0 % en 2025, en hausse par rapport à une croissance plus modeste de 4,4 % en 2024, grâce aux performances du secteur des services et aux contributions de l'industrie hydroélectrique. La production industrielle augmenterait de 15,6 % en 2025, portée par une forte croissance de l'électricité et de la construction. Cette progression sera soutenue par la reprise de la construction de la centrale hydroélectrique de Kholongchhu de 600 mégawatts et la mise en service complète de la centrale hydroélectrique de Punatsangchhu II.

Les facteurs externes, tels que la forte croissance économique de l'Inde, auront un impact positif sur le Bhoutan en augmentant les exportations de biens et services.

Sur le plan de la demande intérieure et de l'investissement, la consommation privée devrait croître de 4,6 % en 2024, stimulée par l'augmentation des recettes touristiques et des salaires de la fonction publique. Cette croissance devrait se maintenir en 2025, soutenue par une expansion continue du crédit et des envois de fonds réguliers.

La BASD prévoit que la croissance de la consommation publique se stabilisera autour de 4,0 % au cours des deux années, en raison de l'augmentation des dépenses récurrentes. Par ailleurs, la FBCF devrait rebondir de manière significative, après une contraction de 4,9 % en 2023, tirée par l'augmentation de l'investissement privé soutenu par une croissance régulière du crédit, ainsi que par l'investissement public lié à la mise en œuvre du 13^{ème} Plan quinquennal.

Le déficit budgétaire devrait se réduire à 2,4 % au cours de l'exercice 2025, grâce à un quasi-triplement des subventions engagées pour le 13^{ème} Plan quinquennal et aux revenus de la pleine exploitation de la centrale de Punatsangchhu II. Le déficit de la balance courante devrait se creuser pour atteindre 28,8 % du PIB en 2024, principalement en raison d'un déficit commercial croissant avec l'Inde. Cependant, il devrait se réduire à 15,7 % en 2025 grâce à une augmentation des exportations d'énergie hydroélectrique provenant des nouvelles centrales.

L'inflation devrait augmenter légèrement pour atteindre 4,5 % en 2024, en raison de l'augmentation des dépenses liée à une hausse des salaires des fonctionnaires à la mi-2023, et se modérer à 4,2 %, grâce à l'amélioration de la chaîne d'approvisionnement mondiale et à une inflation modérée en Inde.

Inde

Indicateurs macroéconomiques

Creusement du déficit commercial de l'Inde

Le déficit commercial de l'Inde s'est creusé pour atteindre son montant le plus bas depuis quatre mois à 19,1 Mds USD en avril. Les exportations de biens ont augmenté de 1 % à 35 Mds USD, tandis que les importations ont augmenté de plus de 10 % à 54,1 Mds USD.

En raison d'une hausse des prix, les importations d'or ont augmenté de 310 % en un an à 3,1 Mds USD, les montants pétroliers quant à eux, ont progressé de 20% au cours du mois d'avril pour atteindre 16,5 Mds USD. Les importations de produits électroniques ont également progressé de 10% sur le mois d'avril pour un montant de 7,0 Mds USD, toutefois, cette croissance a été compensée par une augmentation des exportations de 26 % pour cette catégorie, affichant un montant de 2,7 Mds USD.

Outre les produits électroniques, ce sont les produits chimiques et pharmaceutiques qui ont maintenu le niveau des importations avec +17 % pour 2,5 Mds USD et +7 % pour 2,4 Mds USD. Les produits pétroliers ont vu leurs exportations augmenter de 3 % en raison de la hausse des prix atteignant ainsi 6,6 Mds USD. En parallèle, les exportations de biens d'ingénierie ont baissé de 3 %, atteignant 8,7 Mds USD. La faible demande de bijoux et métaux précieux a engendré un recul des exportations de 7 % avec 2,3 Mds USD.

Prévisions de croissance à la hausse

L'économie indienne a probablement enregistré une croissance supérieure aux prévisions de la RBI établies à 6,0% pour atteindre en moyenne 6,8% lors du dernier trimestre de l'exercice 2023-24 (janvier-mars 2024), selon une enquête réalisée auprès de quinze économistes. Cette performance pourrait porter la croissance annuelle du PIB à 7,8 %, contre 7,6 % estimée initialement en février. Le Fonds Monétaire International (FMI) a également révisé à la hausse ses prévisions à 7,8 % sur l'année. Les chiffres du quatrième trimestre et du PIB provisoire seront publiés le 31 mai.

En raison d'une forte demande intérieure, tant urbaine que rurale, le conseiller économique en chef, Anantha Nageswaran, a déclaré que la croissance pourrait atteindre 8 % en 2023-24, soit 1 % de plus qu'en 2022-23. L'estimation initiale de 7,6 % pour 2023-24 nécessitait une croissance de 5,7 % du PIB au quatrième trimestre, en revanche, les économistes prévoient une croissance variant de 5,7 % à 7,7 % pour le dernier trimestre. Ainsi, les économistes les plus optimistes annoncent ainsi une croissance annuelle pouvant aller jusqu'à 8,1 %.

Pour l'exercice 2024-25, la prévision moyenne de croissance du PIB s'établit aux alentours de 7,0 %. Le FMI a relevé sa prévision à 6,8 %, tandis que la Banque Asiatique de Développement (BAsD) table sur 7,0 %. Les prévisions des économistes varient de 6,4 % à 7,7 %. Ces prévisions se fondent sur une progression de la consommation, notamment grâce à la maîtrise de l'inflation et à de meilleures performances du secteur agricole.

Les experts suggèrent que la RBI pourrait devoir stimuler l'investissement privé en réduisant les taux d'intérêt. La Banque centrale devrait maintenir son taux directeur à 6,5% lors de sa réunion en juin, mais pourrait commencer à les réduire au second semestre de l'année budgétaire, même si cette inflexion de la politique monétaire dépend de la séquence de baisse des taux directeurs orchestrée par la Fed.

Net recul des entrées nettes d'Investissements Directs Étrangers

Les entrées brutes d'Investissements Directs Étrangers (IDE) en Inde sont restées stables à près de 71,0 Mds USD en 2023-24, contre 71,4 Mds USD l'année précédente, soit une baisse de 0,6%. Il s'agit de la deuxième année consécutive de baisse des entrées brutes d'IDE. Ces chiffres surviennent alors que l'Inde cherche à attirer davantage d'investissements des multinationales, dans un contexte où la FBCF privée marque le pas. Les entrées nettes d'IDE (entrées brutes moins désinvestissements bruts (liés notamment à des rapatriements) reculent en revanche sensiblement, revenant de 42,1 Mds USD à 27,1 Mds USD entre les deux exercices. Les rapatriements (cessions) ont en effet nettement augmenté, passant de 29,3 Mds USD à 44,4 Mds USD.

Malgré une deuxième année en dessous des attentes, ce recul de 0,6% reflète peu la tendance des derniers mois. Les volumes d'IDE en Inde ont chuté lors de l'exercice budgétaire 2022-23 avec un recul des investissements de 16%. Alors que le pays avait maintenu une variation des investissements positive durant la période Covid (+7,2% en moyenne de 2020-21 à 2021-22), l'exercice 2022-23 s'est terminé avec son montant le plus faible en quatre ans. L'exercice 2023-24 a commencé sur la même tendance avec un recul mensuel des investissements consécutif sur les quatre premiers mois de l'année, à la suite de quoi les montants enregistrés se sont redressés.

Bénéfices record pour le secteur bancaire

Pour la première fois, le secteur bancaire a dépassé la barre des 36,0 Mds USD (3 000 Mds INR) de bénéfices nets en 2023-24. Les banques du secteur public ont généré un bénéfice net record de 16,8 Mds USD (1 400 Mds INR) au cours de l'année, soit une augmentation de 34 % par rapport à l'année précédente. Les banques du secteur privé ont quant à elles vu leur bénéfice net augmenter de 42 % pour atteindre près de 20,4 Mds USD (1 700 Mds INR).

En conséquence, l'écart de bénéfices s'est creusé au profit des banques du secteur privé, bien que les banques publiques affirment être de plus en plus compétitives, en liaison avec l'assainissement de leurs bilans ces dernières années. Ainsi, les banques du secteur public ont vu leurs bénéfices nets être multipliés par quatre au cours de ces trois dernières années

Dividendes record de la RBI versés à l'État

La RBI a approuvé le versement de dividendes record pour l'exercice 2023/2024. Le transfert au budget portera sur une enveloppe de 2100 Mds INR (25 Mds USD), soit deux fois plus que le montant affiché dans le cadre du budget intérimaire de février 2024. L'enveloppe représente 0,37 % du PIB, d'où la perspective d'un moindre recours au marché obligataire primaire pour financer un déficit public, dont la ministre des Finances s'est attelée à réduire l'ampleur, dans la perspective de la consolidation budgétaire entamée depuis 2022 ; pour mémoire, l'Etat fédéral doit parvenir à un déficit budgétaire ramené à 4,5% au cours de l'exercice 2025/2026, ce qui paraît crédible, le budget intérimaire donnant déjà lieu à solde budgétaire réduit à 5,1 % en 2024/2025. Dans ce contexte, le marché des titres d'Etat a salué la nouvelle, excellente pour le marché obligataire, les rendements des titres d'Etat à dix ans revenant en-deçà de 7%. Pour mémoire, le dividende transféré est d'une ampleur exceptionnelle, la RBI n'ayant versé que 875 Mds INR (10 Mds USD) lors de l'exercice précédent.

Ces résultats exceptionnels de la RBI sont imputables à la situation de déficit de liquidité des banques et au rôle joué par la RBI dans le rééquilibrage de ce déficit ainsi qu'à la rémunération des réserves de change, dont le montant a nettement progressé depuis l'exercice précédent, les réserves de change dépassant désormais leur niveau d'octobre 2021, soit 641 Mds USD.

Népal

Légère diminution du commerce extérieur sur les dix premiers mois de l'exercice en cours

Au cours des dix premiers mois de l'année budgétaire en cours, le Népal a enregistré un total d'échanges commerciaux de 10,7 Mds USD, soit une diminution de 275 M USD par rapport à la même période l'année précédente. Les importations et les exportations ont baissé respectivement de 3,09 % et 3,61 % en glissement annuel, atteignant 9,7 Mds USD et 944 M USD.

Cette baisse du volume des échanges est attribuée à un ralentissement de la consommation et des investissements. En effet, bien que les banques aient significativement réduit leurs taux d'intérêt, les investisseurs demeurent réticents à s'endetter.

En conséquence, le déficit commercial du Népal s'est élevé à 8,8 Mds USD, soit une diminution de 2,26 % par rapport au déficit à la même période l'année précédente.

Pakistan

Point sur la mission du FMI

La mission des services du FMI dirigée par Nathan Porter, chef de la mission du FMI pour le Pakistan, visait à échanger avec la partie pakistanaise en vue de l'établissement d'une nouvelle EFF (Extended Fund Facility, Facilité élargie de crédit). Les échanges se sont terminés au bout de deux semaines le 23 mai. Ni l'ampleur du nouveau programme du FMI, ni le nombre d'années sur lequel il porterait n'ont été révélés.

Les journaux pakistanais rapportent que les discussions ont essentiellement porté sur les points suivants :

(i) sur les mesures fiscales : mise en place d'un véritable impôt sur le revenu, réduction du nombre de tranches pour les salariés, nécessité de considérer les revenus agricoles comme les revenus industriels ou commerciaux, actions et sanctions à l'encontre des non-déclarants, augmentation de la fiscalité sur la vente des immeubles et des biens industriels ;

(ii) sur la mise en place d'un système de financement des retraites indépendant alors qu'elles sont actuellement financées sur le budget de l'Etat ;

(iii) sur les 24 sociétés publiques qui doivent être privatisées ou mises en concession, mais la question délicate de l'opportunité à privatiser le secteur audiovisuel publique a été reportée ;

(iv) sur les réformes dans le secteur de l'énergie : le FMI a insisté sur le fait qu'un mécanisme devrait notamment mieux coordonner le coût moyen pondéré du gaz avec le prix du gaz importé. En moyenne, les prix du gaz devraient augmenter entre 20 et 30 % à partir de la nouvelle loi de finances 2024/2025.

La question spécifique de la dette liée aux engagements pakistanais en matière de garantie du prix du gaz par rapport aux investissements des sociétés électriques indépendantes (IPP) chinoises a également été abordée. Le gouvernement pakistanais enverra régulièrement des rapports au FMI concernant l'impact budgétaire de ces accords avec les IPP chinoises.

Présentation d'une première ébauche de budget par le ministre des Finances

Le ministre des Finances a proposé un budget de près de 18 000 Mds PKR (64,7 Mds USD) au Premier ministre, en augmentation de 25% par rapport au budget voté pour l'année en cours. Une allocation record de 9 700 Mds PKR (en augmentation de 33% par rapport à la loi de Finances de l'année 2023/2024) au titre de la charge de la dette est inscrite au budget prévisionnel. Le budget de la Défense pourrait se porter à 2 152 Mds (7,7 Mds USD), en augmentation d'environ 16 % par rapport à l'exercice budgétaire 2023/2024. Les retraites devraient représenter 960 Mds PKR, soit 3,4 Mds USD (en augmentation de 20% par rapport à l'allocation budgétaire de cette année). En l'état actuel du projet de budget, 9600 Mds PKR du budget ne sont pas financés.

Il convient de mentionner le fait que la dérive des prix est encore supérieure à 15 % actuellement.

Avant que le projet de loi de Finances puisse être présenté au parlement, le Premier ministre demande de réviser à la hausse l'objectif de perceptions fiscales de plus d'un Md PKR, afin notamment d'augmenter le Programme de développement du secteur public (PSDP).

L'investissement total (interne et externe) a atteint en 2023/2024 son niveau le plus bas depuis 1972-73

Selon le quotidien « International News », le ratio investissement/PIB devrait s'établir à 13,1 % du PIB au cours de l'exercice 2023-24. En 2021-22, il s'établissait à 15,6% et en 2001-2002, il avait atteint le sommet de 26,2 %. Le taux d'investissement du secteur privé se montait à 8,7% du PIB au cours de l'exercice budgétaire 2023/2024. Le faible taux d'investissement et d'épargne en pourcentage du PIB ont contribué à la faible croissance (le taux de croissance provisoire défini par le PBS, le bureau des statistiques pakistanais ne dépasserait pas 2,38 % pour l'exercice en cours). Le faible investissement privé constaté au cours des dernières années a également entraîné une perte de compétitivité du secteur textile.

En avril, les dépôts bancaires se portaient à 102 Mds USD, augmentant de 21,3% en g.a

Les dépôts bancaires ont progressé de 21,3 % en g.a. en avril, sous l'effet du taux directeur élevé (maintenu à 22% depuis juin 2023), de la répression contre les agents de change et de l'expansion des réseaux d'agences. On notera en revanche une baisse de 5% des envois de fonds des Pakistanais de l'étranger (2,8 Mds USD). Les crédits octroyés par le secteur bancaire aux particuliers et aux entreprises sont en baisse de 0,7 % en g.a. à 12 Mds PKR (43 M USD) du fait d'un coût d'emprunt très élevé (jusqu'à 28/29%). En revanche, les investissements du secteur bancaire (essentiellement en bons du Trésor) ont représenté 27 282 Mds PKR (97,9 Mds USD) en avril, soit une augmentation de 38,5 % en g.a. Le ratio avances/dépôts s'élevait à 42 % en avril 2024 (contre 52 % un an plus tôt). Le ratio investissement/dépôts s'est établi quant à lui à 96 % en avril 2024 (contre 84 % un an plus tôt).

Le Premier ministre fait un pas supplémentaire vers la privatisation des sociétés de distribution d'électricité (les « DISCO »)

Le gouvernement a nommé un administrateur indépendant comme président du conseil d'administration de trois DISCO devant être privatisées en priorité, afin d'accélérer leurs privatisations, qui pourraient nécessiter jusqu'à quatre années.

Le gouvernement fédéral a nommé cinq administrateurs indépendants pour cinq autres Disco à un niveau de vice-président des conseils d'administration pour organiser des stratégies de privatisations (dont la société de distribution de Quetta, qui est celle grevée par l'une des dettes circulaires les plus élevées).

En revanche, le Premier ministre bloque le processus de privatisation des deux sociétés de distribution du Sind, qui sont les plus déficitaires du Pakistan : celles de Sukkur et d'Hyderabad (SEPCO et HESCO). La presse indique que ce régime d'exception réservé au Sindh répond aux demandes du PPP (allié politique du parti de la PML-N du Premier ministre), qui préfère des contrats de concession de vingt à vingt-cinq ans à des privatisations.

Sri Lanka

Partenariat entre *Lipton Teas and Infusions* et *Browns Investment*

LIPTON Teas and Infusions a annoncé un partenariat avec Browns Investments pour transférer ses domaines de thé au Kenya, au Rwanda et en Tanzanie à cette dernière. Browns deviendra ainsi le premier exportateur mondial de thé, avec environ 87 millions de kilogrammes par an, et un fournisseur majeur de Lipton. En outre, Browns compte investir au Kenya et au Sri Lanka pour répondre aux nouvelles normes de qualité, de protection sociale et environnementale d'ici 2025, notamment. Cette transaction, qui nécessite des approbations réglementaires, inclut l'acquisition de plusieurs sociétés de production de thé au Kenya, en Tanzanie et au Rwanda. Un programme de réinvestissement en Afrique orientale est prévu pour développer des compétences et lutter contre le changement climatique. Le gouvernement kenyan a aidé à identifier les opportunités pour les communautés locales, avec 15 % des actions de la principale société d'exploitation kenyane offertes à ces communautés à un tarif réduit. Les deux entreprises créeront également une fiducie de bien-être communautaire. Nathalie Roos de LIPTON et Kamantha Amarasekera de Browns ont souligné leur engagement commun pour la durabilité et le développement communautaire, visant à transformer l'industrie mondiale du thé.

Publication d'une stratégie numérique nationale à horizon 2030

Le Ministry of Technology (MoT) sri lankais a dévoilé sa stratégie de développement des activités numériques du pays d'ici 2030. À court terme, elle se matérialise par une série d'objectifs à atteindre fin 2025. En termes d'infrastructures, le MoT vise une couverture intégrale du territoire par un réseau internet haut débit, ce qui supposerait un investissement de 250 M USD. En ce qui concerne le secteur public, l'objectif annoncé est de faire passer Sri Lanka de la 105^{ème} à la 95^{ème} place du Gouvernement AI Readiness Index. Cela devrait notamment se traduire par la mise en place d'une plateforme d'identité citoyenne en ligne, ainsi que d'un système de paiements en ligne à l'échelle de l'Etat. Enfin, la numérisation des services financiers est au cœur de cette stratégie, puisque celle-ci prévoit d'augmenter de 50% le volume des transactions numériques en deux ans, et de mettre en place un système de paiement en ligne pour

les transports d’ici la fin de l’année 2024. Ce dernier axe relatif aux transactions numériques est particulièrement stratégique dans un contexte où Sri Lanka cherche à améliorer sa performance fiscale et à réduire le volume de son économie souterraine.

Légère hausse de l’inflation au mois d’avril

D’après les chiffres du Colombo Consumer Price Index (CCPI), l’inflation globale en glissement annuel a enregistré une légère hausse pour atteindre 1,5% au mois d’avril, contre 0,9% au mois de mars. Pour ce qui est de l’inflation sous-jacente, elle s’est accélérée, pour atteindre 3,4% en g.a contre 3,1% au mois de mars. De manière générale, la stabilisation des prix se poursuit après leur explosion en au second semestre 2022. La valeur de l’index CCPI (base 100 en 2021) était ainsi de 195,2 en avril, contre 196,7 en mars. À l’échelle du trimestre, ces valeurs sont alignées sur les projections de la Banque centrale, qui table sur un maintien de l’inflation à 5% à moyen terme.

Notation des obligations souveraines à long terme par les principales agences et notes-pays Coface

	Moody's		Standard & Poor's		Fitch		Coface	
	Note-pays	Perspective	Note	Perspective	Note	Perspective	Risque-pays	Climat des affaires
Inde	Baa3	Stable	BBB-	Stable	BBB-	Stable	C	A4
Bangladesh	B1	Stable	BB-	Négative	BB-	Négative	C	C
Pakistan	Caa3	Stable	CCC+	Stable	CCC-	Négative	D	C
Sri Lanka	Ca	Stable	SD	Négative	RD	-	D	B
Maldives	Caa1	Stable	-	-	B-	Stable	C	C

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi
david.karmouni@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de New Delhi, SE d’Islamabad, SE de Colombo, SE de Dhaka, et Antenne de Bombay

Abonnez-vous : david.karmouni@dgtresor.gouv.fr